LA FORMATION DES INSTITUTEURS ET

LA FORMATION DU CITOYEN EN FRANCE (1789-1881)

La question de l'"Ecole Normale" primaire (1), créée en l'an III de la Révolution française, fait actuellement l'objet de nouveaux travaux historiques à l'occasion du Bicentenaire. Elle n'avait été traitée que de manière rapide par Paul Dupuy en 1895 et Maurice Gontard en 1975. Sans préjuger des résultats de ces travaux, nous avançons à ce sujet les hypothèses suivantes :

1° - L'Ecole Normale de l'an III n'est ni un germe, ni une sorte d'essai raté par rapport aux E.N. qui seront créées et généralisées dans les départements français en 1833, puis réformées par Jules Ferry vers 1880. L'histoire de la formation des maîtres n'est pas une histoire linéaire(2).

2° - Bien qu'elle ne soit pas exempte d'ambiguïté, l'E.N. révolutionnaire constitue une expérience originale et tend vers un modèle dont le XIXème siècle prendra le contre-pied. Elle est également en rupture avec les institutions allemandes dont certains ont dit qu'elle s'inspirait.

Il y a deux formes opposées, ou deux modèles d'E.N.

(1) On appelle ainsi en France, depuis 1792, les Ecoles destinées à former les futurs instituteurs.

(2) Paul Dupuy en avait conscience, et avait aussi conscience des enjeux. Dans l'avant-propos de son ouvrage de 1895, il dit avoir commis une erreur dans son écrit de 1884, en "doutant" qu'il y ait une "véritable filiation" de l'E.N. de la Révolution à "l'E.N. actuelle".

3° - Les différences entre les modèles, et l'originalité de l'E.N. de l'an III, tiennent à la conception du citoyen à laquelle elles sont liées, au rapport entre science et citoyenneté et aux rapports entre enseignement des sciences et méthodes d'enseignement. Ces trois traits ne sont pas indépendants les uns des autres (c'est pourquoi, dans cette construction de sociologie historique, nous parlerons de forme, - gestalt, - ou de modèle, - pattern -).

Ces hypothèses sont, semble-t-il, susceptibles d'éclairer les avatars et les discussions de l'an III, ainsi que ce qui a été appelé l'échec total de cette tentative.

Qu'a voulu créer la Convention sous le nom nouveau et un peu énigmatique d'Ecole Normale ? Plus exactement, qu'ont tenté de créer les hommes qui furent plus spécialement chargés d'élaborer un projet et de le réaliser, notamment LAKANAL et l'idéologue GARAT (1), commissaire à l'Instruction publique ?

Pour l'assemblée, il s'agit de former les maîtres des "écoles primaires de la République", après une période où l'instruction a été très mal assurée, donc de former des maîtres d'un type nouveau et de les former rapidement. La méthode choisie pour cela, est la méthode dite justement "révolutionnaire", qui a déjà été expérimentée pour l'école des armes : en l'an II, devant la pénurie de spécialistes pour la fabrication de poudre et d'armes, on avait fait venir à Paris, de chaque district de France, des hommes pour suivre les cours, assurés par des instructeurs, sur les nouveaux procédés de fabrication. Les "élèves" diffusèrent ensuite dans leurs districts ce qu'ils avaient appris.

C'est ce qui nous explique qu'à la différence de toute autre E.N., celle de l'an III n'est pas une institution destinée à durer. Elle doit fonctionner une fois, pendant 4 mois, les anciens élèves répétant l'opération chacun dans leurs districts. Il s'agit donc de modifier le cours des choses, de l'infléchir de manière décisive, de "révolutionner" l'enseignement.

(1) Garat et Volney qui furent parmi les promoteurs de l'E.N. comme des "écoles centrales" (créées pour remplacer les collèges et supprimées par Napoléon), appartenaient au courant philosophique des idéologues (Destutt de Tracy, Cabanis...).

Cela explique aussi le terme "normale", dont les hommes mêmes qui introduisirent l'expression s'interrogent sur le sens : Volney, professeur d'histoire à l'école, dit "normale, c'est à dire directrice et conductrice".

Voilà donc le procédé; quel est le contenu ?

L'article 8 du Décret précise que les élèves apprendront "à appliquer à l'enseignement de la lecture, de l'écriture, des premiers éléments du calcul, de la géométrie pratique, de l'histoire et de la grammaire française, les méthodes tracées dans les livres élémentaires adoptés par la Convention nationale".

Cela ne nous surprend guère, puisqu'il s'agit du programme de l'école primaire. Il faut noter cependant d'abord que ce programme est ambitieux puisque dans les "petites écoles" d'Ancien Régime, on apprenait seulement à lire, écrire et, parfois, compter. De plus; la Convention reprend ici le souci des assemblées révolutionnaires précédentes : créer de nouveaux "livres élémentaires" par rapport à ceux qu'utilisaient principalement, pour leur enseignement dit "simultané", les Frères des Ecoles chrétiennes. Mais le plus étonnant est que le programme proposé aux élèves de l'E.N., nouveaux "instituteurs", comporte au lieu de calcul et de géométrie pratique, les mathématiques, la géométrie descriptive et la physique, qu'il comprend, outre la morale, la littérature et "l'analyse de l'entendement".

Le contenu de l'enseignement à l'E.N. c'est donc la Science, mais aussi la philosophie, et, plus généralement, la haute culture. Il suffit d'ailleurs de regarder les leçons d'histoire faites par Volney à l'E.N. (rééditées au XIXème siècle, puis de nos jours) pour s'apercevoir qu'il ne s'agit absolument pas d'un enseignement de l'histoire de France à quelque niveau que ce soit. Volney fait des leçons d'épistémologie (qu'est-ce que l'histoire ? quelle vérité ou certitude peut-on rechercher ?), de sociologie de l'histoire (fonctions de l'histoire dans différentes sociétés). Il présente quelques considérations sur qui peut lire de l'histoire (à quel âge ? avec quels effets ?), et enfin annonce ce qu'il ferait ensuite si l'Ecole ne cessait de fonctionner : il s'agit d'une sorte de philosophie de l'histoire.

De plus, les professeurs nommés dans cette E.N. pour assurer des cours, sont, de volonté délibérée, les plus grands noms de l'époque dans les divers domaines de la connaissance : Lagrange et Monge pour les mathématiques et la géométrie, Berthollet pour la chimie, Bernardin de Saint-Pierre pour la morale, Volney pour l'histoire, La Harpe pour la littérature, Sicard pour la grammaire, Garat lui-même pour l'analyse de l'entendement.

Pour comprendre ce projet à première vue étonnant, et en comprendre l'adoption relativement aisée par la Convention malgré les réticences d'une minorité, il faut comprendre la relation entre science et république telle que la conçoivent les révolutionnaires. Lorsque la Convention répond à une délégation des élèves de l'E.N. venue la remercier, le porte-parole déclare : "en transmettant les sciences à vos élèves vous devez leur inspirer la haine pour la tyrannie et les former aux vertus républicaines" (cité par M. Gontard). Mais le rapport rédigé par Garat à l'appui du décret est beaucoup plus explicite sur le sens de l'entreprise, tout en l'exprimant de manière lyrique :

"Pour la première fois, les hommes les plus éminents en tous genres de sciences et de talents...., les hommes de génie vont être les premiers maîtres d'école d'un peuple..."

Le projet qu'adopte la Convention est, selon Garat, de créer "un très grand nombre d'instituteurs", "capables d'être les exécuteurs d'un plan qui a pour but la régénération de l'entendement humain, dans une république de vingt-cinq millions d'hommes que la démocratie rend tous égaux"(1).

Cet entendement humain régénéré est celui qui, dans les sciences et dans l'ensemble des connaissances, suit la méthode de l'analyse. Et cette régénération est l'une des bases indispensables de la démocratie, c'est à dire d'une république où tous les hommes sont "citoyens", également éclairés par les lumières :

"Bacon, Locke et leurs disciples, en approfondissant la nature de l'esprit humain, y ont trouvé ses moyens de direction. L'analyse doit porter également la lumière dans tous les genres de sciences, et devenir l'organe universel de toutes les connaissances humaines : tandis que la liberté politique et la liberté illimitée de l'industrie et du commerce détruiront les inégalités monstrueuses des richesses, l'analyse appliquée à tous les genres d'idées, dans toutes les écoles, détruira l'inégalité

(1) Ces citations sont extraites de l'ouvrage de Paul Dupuy (1895), qui avait lui-même dépouillé une partie des archives de l'époque.

des lumières, plus fatale encore et plus humiliante. L'analyse est un instrument indispensable dans une grande démocratie".

Cela exprime non seulement le sens du cours que fera Garat lui-même à l'E.N., mais le sens profond de toute l'entreprise. Car, s'il est question, dans ces textes, de méthode ou d'art d'enseigner, non seulement le terme pédagogie n'est jamais utilisé, mais cette méthode tend à être indissociable de la méthode de la science elle-même. Lorsqu'on lit dans le rapport cité : "Ce n'est donc pas les sciences que l'on enseignera" à l'Ecole normale, "mais l'art de les enseigner", cette phrase est immédiatement suivie de la suivante : "pour la première fois sur la terre, la nature, la vérité, la raison et la philosophie vont donc avoir aussi un séminaire"(1).

Garat ajoute encore : "Aussitôt que seront terminées à Paris ces cours de l'art d'enseigner les connaissances humaines, la jeunesse savante et philosophe qui aura reçu ces grandes leçons ira les répéter à son tour dans toutes les parties de la République ..."

Quant au programme même de l'Ecole normale, tel qu'il fut imprimé, distribué aux élèves, et appliqué au moins un certain temps, il présente les professeurs en ces termes : "ils sont connus pour avoir créé ou perfectionné les méthodes qui ont fait faire aux sciences de nouveaux progrès, ou qui en ont rendu l'acquisition plus facile". Si ce programme accompagné d'un emploi du temps, organise, outre les séances quotidiennes consacrées aux mathématiques, à l'histoire, etc, une journée par semaine (ou plus exactement par décade) consacrée à des "conférences sur les principes de l'art d'enseigner", ces conférences sont des discussions avec des spécialistes sur l'élaboration des "livres élémentaires à l'usage des écoles primaires de la République". Par exemple, cinq séances furent effectivement consacrées à l'examen des éléments de lecture et d'écriture préparés par Sicard. Or, non seulement des "hommes éminents" en matière de langage furent invités à participer à ces discussions, mais Sicard lui-même avait été choisi comme professeur en raison de ses expériences et de ses recherches à l'Institut des sourds-muets. Enfin, on peut supposer que pour des hommes imprégnés de la pensée des idéologues, le mot élémentaire renvoyait plutôt aux principes fondamentaux des connaissances qu'à un savoir simplifié à l'usage des enfants.

(1) Allusion probable à l'expression utilisée en Allemagne à l'époque : "séminaires de maîtres". Les Cahiers de doléances d'Alsace demandent des "pépinières de maîtres".

Que l'on considère donc les textes fondateurs ou la réalisation, il semble bien que l'Ecole normale de l'an III subordonne entièrement la méthode d'enseignement à la science qu'il s'agit d'enseigner. L'art d'enseigner la science s'identifie à la méthode par laquelle la science se fait(1). Par là les instituteurs, qui vont enseigner dans les "écoles de citoyens" (cette expression est de Bernardin de Saint-Pierre), vont régénérer l'entendement humain, assurer l'égalité des lumières. Dans les premières leçons de son cours d'histoire, Volney fit le sombre tableau de toutes les erreurs et des préjugés qui sont dus à la tradition, c'est à dire à une transmission non critique du passé.

Il faudrait d'assez longs développements pour montrer comment les Ecoles normales de 1833, et même celles de Jules Ferry, ont suivi un autre modèle, comment, dans les Ecoles normales françaises de ces dernières décennies, on a assisté à un triomphe du pédagogique. Contentons-nous d'un fait significatif quand on songe aux déclarations de Garat et de Lakanal: les professeurs de philosophie de nos E.N. ont été, ces dernières années, transformés en pédagogues...

Quant aux Ecoles normales réformées par Jules Ferry dans l'esprit de la nouvelle pédagogie qui devait être celle des écoles primaires, elles assignaient aux instituteurs, comme but essentiel, la formation du citoyen. L'instruction morale et civique venait en tête des matières du programme scolaire; par elle, l'écolier commençait sa journée. Mais le citoyen qu'il s'agit de former est le "bon citoyen", qui a des droits certes, mais surtout des devoirs: le citoyen respectueux des lois... On est loin de l'objectif des Lumières. Corrélativement, les autres matières du programme comprennent non pas la Science, mais les sciences appliquées aux usages de la vie (2). Le mot "utile" (connaissances utiles) prend ici son sens moderne (utile à la production), très différent de celui des hommes des Lumières: pour Laplace une science est utile quand elle sert à expliquer le monde...

(1) Jean DHOMBRES (*Revue d'histoire des sciences*, 1980) a bien montré que les cours de Laplace avaient été des cours de méthodologie scientifique.

(2) cf. Guy VINCENT, *L'école primaire française*, 1980.

Pour achever d'étayer nos hypothèses, revenons sur la fin de l'expérience de l'an III. A l'époque même, et ensuite de manière encore plus suspecte, on a jeté beaucoup de discrédit sur elle. Qu'il y ait eu échec, cela est un fait objectif, puisque l'Ecole normale n'a pas duré le temps qu'elle devait durer. Mais comment et pourquoi ? Cette forme d'E.N. était-elle une monstruosité, une "mauvaise forme", inéluctablement mort-née ?

Il nous semble plutôt que l'E.N. des révolutionnaires de 89, - qui ont eu le mérite d'hésiter pendant plusieurs années et donc de voir qu'il y avait plusieurs solutions au problème de la formation des instituteurs, - était déjà traversée par la même contradiction qui sera, au XIXème siècle, celle des écoles mutuelles. Contradiction entre les objectifs de l'E.N. et la "méthode révolutionnaire", qui implique rapidité, brièveté : peut-on "révolutionner" la marche de l'esprit humain, ou doit-on procéder à une longue "réforme de l'entendement" ? Cette question s'est posée dans d'autres sociétés, à une période beaucoup plus récente de l'histoire.